

D 214 CHILI: DECLARATIONS DU DEMOCRATE-CHRETIEN
RADOMIRO TOMIC

Ancien candidat à la présidence de la République en 1970 et représentant de l'aile gauche de la Démocratie chrétienne, M. Radomiro Tomic donne son point de vue dans une interview publiée le 15 novembre 1974 par la revue universitaire "Right On" du Texas. Ce texte a été publié en espagnol par le Centre d'Etudes et de Documentation "Chile-America" de Rome, dans son numéro de janvier 1975, p. 33-37. Ce texte garde toute son actualité.

(Note DIAL)

Question n° 1: Les groupes de gauche des Etats-Unis prétendent que M. Allende est tombé, uniquement ou principalement, par suite des manoeuvres du gouvernement nord-américain et de la conspiration de groupes nord-américains. Quelle est votre opinion?

R - Je ne suis pas d'accord pour dire que ce fut la seule ou la principale raison. L'argent de l'étranger n'aurait pas été suffisant pour faire tomber un gouvernement constitutionnel dans un pays comme le Chili. Mais la politique consistant à "déséquilibrer" le gouvernement d'Allende, grâce à l'argent de la CIA et de ses agents, a été publiquement reconnue par le président Ford. La même chose s'est produite avec les activités de ITT au Chili, d'après l'enquête du Sénat nord-américain. Ces activités illégales ou interventionnistes soulèvent de très graves questions et elles ne peuvent être prises en considération de façon légère. Elles ont contribué de façon décisive au désastre du 11 septembre. La "grève des routiers" par exemple, financée par la CIA, a paralysé 50.000 camions pendant cinquante jours et bloqué le transport d'un million de tonnes journalières d'aliments, de matières premières, de combustibles et autres produits.

Question N° 2: Vous étiez un ami personnel du président Allende et avez été en contact avec lui. Avez-vous essayé de le convaincre de la nécessité d'accepter certains compromis pour parvenir à une plus grande unité nationale? L'avez-vous averti des conséquences négatives de ses actes politiques?

R - Oui. Nous avons été en contact à plusieurs moments cruciaux, parfois sur son initiative. Par exemple, en octobre 1972, quand la grève générale du commerce et la première grève des routiers et des transports publics ont commencé à menacer la stabilité institutionnelle, Allende est venu chez moi. En accord avec la Démocratie chrétienne, la crise a pu être dépassée grâce à l'entrée au gouvernement du général Prats et

d'autres personnalités militaires éminentes. Le Parti démocrate-chrétien était fondamentalement intéressé à la garantie d'impartialité du gouvernement lors des élections parlementaires de mars 1973, garantie qu'elle a effectivement obtenue.

Il y a eu d'autres démarches semblables, mais je dois vous dire franchement que dans la plupart des cas, je n'ai trouvé chez lui qu'une certaine bonne volonté en paroles, mais sans résultat tangible. L'Unité populaire (sept partis) était profondément divisée, et Allende très limitée dans ses choix politiques de base. En fait, ils préféraient la stratégie de division de la Démocratie chrétienne à celle de l'entente avec elle. C'est ce qu'ils ont fait avant et après l'élection présidentielle de 1970. Et également pendant les deux années au cours desquelles le courant de gauche était nettement majoritaire à la base et à la direction du Parti démocrate-chrétien. Ce fut l'erreur politique décisive qui a bloqué "la voie chilienne vers le socialisme".

Question n° 3 Vous étiez le leader le plus important du courant démocrate-chrétien partisan d'une entente avec l'Unité populaire. Pensez-vous que la possibilité d'une telle alliance pour l'avenir soit fermée; et que votre Parti va glisser vers le courant conservateur d'Eduardo Frei?

R - L'avenir n'est jamais la répétition du passé. Le désastre du 11 septembre 1973 et ses lourdes conséquences ont secoué le Chili comme aucun autre événement depuis la Guerre du Pacifique, il y a un siècle. Rien désormais ne sera plus jamais comme avant, et surtout pas le rôle des partis politiques avec leurs luttes traditionnelles. Le programme de l'actuelle Junte militaire de "liberté économique", imposé par les armes sous la caractérisation juridique de "l'état de guerre" ou de "l'état d'urgence permanent", est condamné à l'échec. Il est déjà un échec, sans qu'y soient pour rien les "démagogues", les "marxistes" ou les "politiques"! Le résultat de cet échec, qui fait suite à celui de l'Unité populaire et à celui des gouvernements antérieurs mis en minorité aux urnes par de très grandes majorités nationales au terme de leurs mandats respectifs, ce sera l'apparition, d'ici peu, d'une possibilité historique de nouveau comportement spirituel dans le pays, de nouvel état d'esprit parmi les chiliens, capable de s'articuler en un puissant mouvement populaire, plus social que politique dans ses manifestations initiales.

Pour ma part, j'espère que les démocrates-chrétiens - ou du moins, la plupart d'entre eux! - deviendront les porte-drapeaux de la stratégie d'Unité politique et sociale du Peuple; de l'accord entre toutes les forces sociales engagées dans la lutte contre le capitalisme. Si, à l'opposé, prévalait entre les démocrates-chrétiens une perspective centriste et prétendument "modérée", notre Parti serait rayé de l'avenir du Chili.

Question n° 4 Quelle est, selon vous, la tendance dominante dans la Démocratie chrétienne en Amérique latine considérée dans son ensemble?

R - On constate, dans tous les partis démocrates-chrétiens, l'exis...

de deux courants: les "réformistes" et les "révolutionnaires".

Les "réformistes" préfèrent voir le Parti démocrate-chrétien se projeter surtout comme le "parti de la classe moyenne", faire inconditionnellement siennes les normes de la "démocratie représentative", se présenter comme "une alternative au marxisme", et, en définitive, dans la lutte pour le pouvoir, obtenir l'appui ouvert ou déguisé de la Droite.

Les "révolutionnaires" ne sont pas des démagogues ni des incendiaires ni des partisans du sang versé. Leur affirmation de base est que "l'ordre" traditionnel en Amérique latine (un produit d'agriculture semi-féodale, de capitalisme naissant, d'économie dépendante, de minorités sociales installées séculièrement comme classes dirigeantes, d'aliénation massive des travailleurs, de jeunesse, etc.) est arrivé à son terme et que toute tentative de le "moderniser" ou de le "réformer" est vouée à l'échec. Les schémas et les exigences de l'économie capitaliste (justifiables comme situation de fait dans les pays hautement développés) perdent toute leur "rationalité" théorique quand on les applique aujourd'hui à des pays économiquement sous-développés. La cause la plus directe de la pauvreté interne et de la dépendance externe, qui caractérise tous les pays latino-américains depuis un siècle et demi d'indépendance, n'a pas été le communisme ou le socialisme, mais le capitalisme, prédominant chez tous - à la manière sud-américaine! - depuis précisément un siècle et demi, à l'exception de Cuba au cours des quinze dernières années. Face à cette réalité, la suprême justification de la Démocratie chrétienne en Amérique latine, sa tâche historique, c'est d'être "le fer de lance" de la lutte populaire et de la jeunesse pour édifier une nouvelle société dans laquelle les valeurs essentielles de l'humanisme et de la démocratie trouvent une expression réelle dans des structures institutionnelles socialistes. C'est par là que doit prochainement passer l'histoire du monde sous-développé.

Sur le plan de l'action concrète, c'est la nécessité de l'Unité politique et sociale du Peuple, puisque sa division aboutit inévitablement - ainsi que le démontre l'expérience chilienne dans ses deux phases: la Démocratie chrétienne de 1964 à 1970, et l'Unité populaire de 1970 à 1973- au renforcement massif de la Droite, légale ou de fait.

Personne ne peut prédire laquelle des deux tendances prévaudra finalement, étant donné que la situation concrète interne n'est pas parfaitement semblable dans les différents pays latino-américains. Pour ma part, je suis convaincu que si la tendance prédominante est celle de l'esprit et de la stratégie du "réformisme", la Démocratie chrétienne disparaîtra comme facteur politique et la grande majorité des pays d'Amérique latine deviendront également socialistes - mais de signe marxiste pour certains, et social-démocrate très avancé pour les autres.

Le réformisme ne peut échapper à sa propre logique interne. Qu'il le veuille ou non, il est condamné à être "l'autre visage de la droite". Et la Droite est précisément ce qui meurt dans tous les pays du Tiers-monde; même si son agonie est convulsive et provoque de violents "coups de queue" comme au Chili. Le monde pauvre - et l'Amérique latine en est - marche inéluctablement et à pas rapide vers le socialisme. Ainsi le perçoivent clairement l'Eglise catholique elle-même et des groupes toujours plus nombreux de chrétiens - prêtres et laïcs. Ce n'est pas à reculons

que la Démocratie chrétienne doit avancer vers l'avenir, si elle veut jouer un rôle constructif dans l'édification de cet avenir!

Question n° 5 Quelle a été l'attitude du Parti national au Chili depuis le coup d'Etat jusqu'à maintenant? Y a-t-il eu des dirigeants du Parti national qui ont publiquement critiqué la Junte militaire? Quelles sont les répercussions sur l'avenir du Parti national suite à son attitude envers la Junte militaire?

R - Le Parti national a officiellement remercié la Junte militaire pour le coup d'Etat et joyeusement accepté "la récession de toutes les activités politiques pour une durée indéterminée". Je n'ai pas connaissance, par contre, de "critique" quelconque adressée par le Parti national à la Junte. Au contraire, certains de ses leaders les mieux placés représentent la Junte à l'Assemblée générale des Nations-unies et d'autres ont des postes "d'assesseurs économiques" dans le gouvernement de fait du Chili.

Mais pour être juste, la réponse doit tenir compte des différentes formes que prend l'actuelle politique économique et sociale dans les secteurs riches, les secteurs pauvres et les classes moyennes; et ceci est également vrai pour les membres du Parti national.

Les "riches" sont évidemment une part minime de la population; environ 5%. Pour certains d'entre eux - si ce n'est la totalité - la politique de "liberté économique" sous la légalité de "l'état de guerre" a représenté une occasion fabuleuse d'augmenter leur fortune. Essayez d'imaginer la situation: un marché de dix millions de personnes avec un revenu moyen de 600 dollars par an et par habitant; dans un pays où le capital est aussi rare que la nourriture ou le logement, ce qui a obligé l'Etat à financer, pendant les quarante dernières années, la plus grande part du développement industriel chilien avec l'argent public, au point que près de 75% des investissements nationaux dans les dix dernières années ont été des investissements publics.

C'est dans cette situation que les Forces Armées se sont proposées d'imposer la "liberté économique", en jouant le tout pour le tout sur "les lois de marché à base de libre entreprise et de capitalisation privée". La Constitution a été annulée; le Congrès, dissous; l'opposition, transformée en délit. Toutes les activités politiques sont interdites, de même que les élections de toute sorte, y compris syndicales, associatives ou étudiantes. Tous les partis de gauche ont été mis hors-la-loi, et les autres "en récession pour une durée indéterminée". Tous les organes de presse, de radio et de télévision de propriété de la Gauche ont été confisqués. La Centrale unique des Travailleurs, dissoute; et les syndicats, dépouillés de leurs droits et fonctions les plus importants: la grève et les pétitions sont des actes punissables tombant sous le coup de la juridiction de l'état de guerre, auparavant, et maintenant de l'état d'urgence permanent.

Dans cette perspective insolite de "liberté économique", on a déclaré la "liberté des prix" pour les industriels et les commerçants, mais les traitements et les salaires sont fixés par décret: le résultat évident a été la diminution de la participation du travail dans le PNB de 55%

(moyenne de 1970-1972) à 37%! Que la Junte militaire l'ait voulu ou non, cela a représenté le déplacement d'une somme équivalente d'escudos de plus de mille millions de dollars en pouvoir d'achat, des mains de trois millions de salariés chiliens (y compris les Forces Armées et la Gendarmerie) aux mains de quelques milliers de chefs d'entreprise.

Ce n'est pas tout. La "liberté économique", établie pour stimuler l'entreprise privée et la capitalisation privée, a exigé d'autres sacrifices. C'est une politique monétaire qui asphyxie les classes moyennes et les vastes secteurs d'agriculteurs et d'industriels modestes, mais non pas le petit nombre d'entreprises puissantes ou de personnes ayant un accès facile au crédit. Une politique des changes délibérément orientée vers l'encouragement aux exportateurs grâce à des taux de change favorables à base de dévaluation continue de la monnaie (50 escudos pour 1 dollar en septembre 1973, contre 1.300 escudos pour 1 dollar en novembre 1974). Une politique fiscale qui autorise les entreprises à déduire de leur balance la totalité de l'impact inflationniste, ce qui leur donne des avantages dont elles n'ont jamais bénéficié dans aucun gouvernement antérieur.

A une seule exception, les Banques commerciales ont été ou seront restituées au contrôle privé, sans aucune considération du fait que, dans un petit pays comme le Chili, avec une économie sous-développée et manquant d'élasticité, avec de faibles ressources en capital, celui qui contrôle le crédit contrôle tout. Avec un rythme d'inflation de 700% en 1973 (200% de janvier à septembre; et 500% de septembre à décembre), et de 400% au moins pour 1974, il est facile de comprendre que d'immenses fortunes aient pu être amassées par ceux qui détiennent le capital - ou l'accès au crédit - et profitent des distorsions d'une économie aussi désarticulée.

Mais ce n'est pas encore tout. En conséquence de la "rationalité" de la "liberté économique" et de ses exigences, au point de dépasser les limites de la responsabilité, on assiste au Chili au transfert massif de la richesse publique dans les coffres privés. C'est là l'effet direct de l'ordre de vente, à des particuliers, de centaines d'usines; d'exploitations minières; de coûteux outillages industriels, agricoles et miniers; d'hôtels et autres propriétés qui se trouvaient aux mains du secteur public; en général - sauf quelques exceptions - toutes les activités productives ou commerciales dans lesquelles l'Etat chilien détenait une participation financière. Il s'agit d'un vaste complexe d'entreprises publiques ou semi-publiques, et d'économie mixte (en association avec des privés) qui sont vendues, aux conditions les plus favorables de paiement et de financement, à un petit nombre de chefs d'entreprises privés disposant de capital ou d'accès au crédit officiel pour les acheter. Pour certaines activités de moindre signification ou importance, on a cherché comme acheteurs des coopératives ou des groupements aux ressources financières modestes; mais ce sont des exceptions qui ne modifient en rien le transfert massif de la richesse publique aux coffres privés, en hommage "à la liberté économique et à la capitalisation privée" du sacrifice national.

Ce n'est pas là "défaire ce qu'a fait l'Unité populaire"! C'est liquider une politique de capitalisation publique menée à bien par les sept derniers gouvernements chiliens, depuis la seconde administration

de Arturo Alessandri avec son ministre des Finances Gustavo Ross (participation fiscale majoritaire dans les nitrates) jusqu'à Salvador Allende. Parce que le capital privé était rare au Chili, l'Etat a assumé l'effort fondamental d'investissement pour le développement, non parce qu'il était "socialiste", mais parce que personne d'autre ne pouvait le faire. C'est ainsi qu'a été créée en 1959 la CORFO (Corporación de Fomento Industrial, Agrícola y Minero), plus tard la CAP (fer et acier), la ENAP (pétrole), la ENAMI (mines) et la HONSA (hôtels) et d'autres encore, lesquelles ont à leur tour (surtout la CORFO et la ENAMI) financé avec l'argent public des centaines d'autres entreprises et activités publiques ou d'économie mixte, c'est-à-dire associées avec le secteur privé. Au cours des dernières quarante années, le Chili a investi des sommes considérables en argent public, y compris de très importants crédits à l'extérieur, pour la création et le développement de ces entreprises dont le capital global représente des centaines de millions de dollars. La politique officielle consiste aujourd'hui à vendre et à transférer l'ensemble de la participation publique à des particuliers qui, faute de capital propre suffisant, l'acquièrent à crédit dans des conditions extrêmement favorables! Ils achètent, comme on dit, "pour une bouchée de pain".

Comble d'ironie, en contraste frappant avec la campagne officielle qui prétend identifier "entreprise publique" et "inefficacité productive", ainsi que "entreprise privée" et son contraire, c'est un fait que, après quatorze mois de gouvernement par la Junte militaire, les seuls secteurs de l'économie chilienne ayant enregistré des augmentations importantes de production et de productivité, sont le civre, le salpêtre et le charbon. C'est-à-dire les trois secteurs nationalisés par Allende et qui demeurent des entreprises entièrement publiques. L'explication de ce mystère apparent réside précisément dans le fait que les 50.000 salariés travaillant dans ces trois branches d'activités industrielles publiques savent que l'effort de production supplémentaire qui leur est demandé ne bénéficie pas les intérêts privés mais la nation dans son ensemble.

Le couronnement de ce "paradis terrestre" de "l'économie libre" pour ceux qui ont de l'argent pour en payer l'entrée (très peu!) a été la nouvelle politique financière destinée à transférer sur la Bourse du Commerce la masse très importante de l'épargne accumulée dans les Caisse d'Epargne et de Prêt au Logement. En un seul mois - septembre 1973 - les actions des sociétés établies en Bourse ont vu leur valeur monter de 300%...trois fois!

Mais cette prospérité qui multiplie la richesse de quelques-uns ne leur tombe pas du ciel. Elle ne vient pas non plus de Dieu ou des Etats-unis. Elle vient des pauvres et des classes moyennes du Chili! L'Unité populaire a été accusée avec virulence de mettre en oeuvre un plan délibéré de prolétarianisation de la classe moyenne. Mais en fait le plan de "liberté économique" imposé par la force à un pays sous-développé comme le Chili bat tous les records de l'Unité populaire pour l'appauvrissement et la prolétarianisation des classes moyennes, par suite de l'impact destructeur de trois phénomènes qui réagissent les uns sur les autres: a) le transfert d'une part substantielle de la participation des salariés au secteur Capital dans la distribution du PNB, comme on l'a vu plus haut; b) l'effroyable inflation qui, pour des raisons évidentes,

touche infiniment plus les secteurs modestes que les secteurs aisés; et c) l'accroissement considérable du chômage qui est aujourd'hui le plus élevé depuis la crise mondiale de 1931; c'est-à-dire le niveau le plus important qu'ait atteint le Chili depuis plus de quarante ans.

Ni les baïonnettes ni les mitraillettes ne peuvent rendre efficace l'aberration fondamentale de la "liberté économique" appliquée à un pays pauvre comme le Chili. Ses contradictions sont telles que non seulement elle détruit les centres vitaux de la Nation comme communauté historique et humaine (la famine déçoit les enfants et le peuple chilien comme jamais auparavant!), mais aussi ruine sa propre crédibilité, même à court terme. Elle cherche à produire un effet déterminé... et en obtient un autre parfaitement différent et opposé! Le capitalisme le plus débridé mis en application dans le monde contemporain - voilà la "liberté économique" imposée par la force des armes - a obtenu au Chili ce que l'historien grec de l'antiquité décrivait laconiquement: "Les pauvres subissent ce qu'ils doivent subir".

Oui, la grande majorité des chiliens sont des victimes: ils subissent; et ce sont les plus pauvres d'entre eux (chômeurs, paysans, habitants des banlieues, ouvriers non qualifiés) qui portent le poids le plus lourd. Pour le moment, ils subissent en silence, mais non en paix. Ils ne peuvent vivre en paix parce qu'ils savent que leurs sacrifices ne sont pas partagés par tous et ne bénéficient pas la Patrie dans son ensemble, mais seulement un petit nombre de chefs d'entreprises qui ont pris en quinze mois une revanche spectaculaire sur tout l'effort socialisant entrepris au Chili durant les quarante années précédentes. La plupart d'entre eux sont probablement en train de virer sur des comptes secrets, dans des banques suisses ou nord-américaines, les sommes fabuleuses qu'ils obtiennent actuellement, pendant cet "été de la Saint-Martin" qu'ils savent bien ne pas devoir durer.

En réalité tel n'était pas l'état d'esprit prépondérant dans la Nation en septembre 1973; mais chaque jour qui passe voit s'approfondir et se diffuser un sentiment de discorde et de frustration dans toutes les couches sociales du peuple chilien. Dans le groupe de ceux qui passent par cet état d'esprit, vous pouvez aussi inclure la majorité des membres et anciens sympathisants du Parti national.

Question n° 6 Pensez-vous que les éléments marxistes soient capables de s'unir pour organiser une opposition plus efficace à la Junte? S'ils y parviennent, croyez-vous que naîtra au Chili une guérilla urbaine semblable à celle des "Tupamaros"?

R - Pour l'année qui vient, la réponse à vos deux questions est "non". Pour la suite, personne ne peut prédire sous quelle forme peuvent éclater les graves tensions internes et quelles seront les conséquences, négatives et même dangereuses pour le Chili, de la très mauvaise "image internationale" que donne la Junte militaire actuelle. Quoi qu'il en soit, je suis opposé au "terrorisme"; je pense que rien ne serait plus favorable à la Junte et plus contraire aux intérêts du peuple.

Question n° 7 Quelles mesures pourrait, à votre avis, prendre la Junte pour le bien du Chili? Estimez-vous possible qu'elle le fasse?

R - "Pour le bien du Chili", la détermination essentielle consisterait à reconnaître de façon patriotique - et le plus tôt serait le mieux! - l'échec total du plan de "liberté économique et capitalisation privée" des sacrifices du pays. Quinze mois après son application, il a non seulement échoué sur toute la ligne, mais il est également en train de détruire le Chili comme communauté nationale.

La nature humaine étant ce qu'elle est, il est illusoire de croire que cela arrivera. Tôt ou tard cependant - et certainement plus tôt que plus tard - les résultats désastreux de l'actuelle politique économique et sociale seront admis comme tels par les Forces Armées elles-mêmes. Il n'est pas possible qu'elles se maintiennent à l'écart des réalités que connaissent et subissent le pays et le peuple. Par ailleurs, les Forces armées font partie intégrante de la Nation, et ce n'est pas pour rien que nous avons tous insisté au Chili pour dire que "l'Armée, c'est le peuple en uniforme". Il est inévitable qu'elles entendent naturellement et clairement la question angoissante de savoir si c'est effectivement un "devoir patriotique" que de sacrifier des millions de chiliens au profit de quelques-uns; de dépouiller trois millions de travailleurs d'une part substantielle de leur revenu pour l'affecter à la capitalisation non de l'Etat - comme cela se produit dans les pays socialistes - mais de quelques milliers de chefs d'entreprises privées; de favoriser le transfert de la richesse publique aux coffres privés par la liquidation des entreprises nationalisées et d'économie mixte; d'accentuer un antagonisme croissant et dangereux entre, d'une part, les Forces armées applaudies par l'oligarchie, la Droite et les représentants du capitalisme national et international, et, d'autre part, une immense masse prolétarienne, paysanne et de classes moyennes, chaque jour assiégée davantage par la famine, le chômage, l'inflation et la frustration; et d'affaiblir la position internationale du Chili au point que le journal "El Mercurio" lui-même en parle comme étant "la plus critique de toute l'histoire du Chili".

Sous quelle forme cette question apparaîtra-t-elle au sein des Forces armées et de quelle façon s'exprimera-t-elle, il ne m'appartient pas de le prédire. Tout ce que je sais, c'est qu'elle viendra véritablement en conséquence d'un échec objectif et d'un patriotisme sincère. Les "démagogues", "politiques" ou "marxistes" ne seront - ne devraient être! - pour rien dans ce qui va arriver.

Question n° 8 Comment voyez-vous l'avenir du Chili à long terme?

R - Cette interview est déjà beaucoup plus longue que vous et moi l'espérions. Je vais donc résumer mon opinion en deux phrases.

Il est absurde de croire qu'après le dramatique événement du 11 septembre 1973, le Chili puisse ou doive revenir au vieux jeu de la "poli-

tique d'autrefois". Par contre, un jour viendra où un nouveau gouvernement, constitué de civils et de militaires qui ressentent clairement la nécessité de construire au Chili une société socialiste fondée sur des valeurs humanistes, sera en condition de demander et d'obtenir l'appui de l'immense majorité des chiliens.

(Traduction et Diffusion DIAL)

Abonnement annuel: France 140F - Etranger 150F
(avion: tarif spécial)

Directeur de la Publication: Charles ANTOINE

Imprimerie: DIAL, 170 Bd du Montparnasse, 75014 PARIS

Commission Paritaire de Presse n° 56249

D 214-9/9